

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration locale  
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Commune de CRECY-EN-PONTHIEU  
Société CALIPSO

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du **15 MAI 2017**

Le Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514.5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987 accordant à la société Calipso l'autorisation d'exploiter des installations de stockage de céréales et de produits agro-pharmaceutiques, sur la commune de Crecy-en-Ponthieu ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011, qui impose des mesures au vu de l'étude de dangers et de la tierce expertise pour le site de la société Calipso à Crecy-en-Ponthieu ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les inspections des installations du site de la société Calipso à Crecy-en-Ponthieu du 28 juillet 2016 et du 1<sup>er</sup> février 2017 ;

Vu les éléments fournis par l'exploitant par courriel du 15 février 2017, notamment la note de calculs de besoin en eau en cas d'incendie et le rapport annuel de l'entretien des hydrants ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 11 avril 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société Calipso exploite des installations de stockage de céréales en vrac sur les territoires de la commune de Crecy-en-Ponthieu ;

Considérant qu'au vu de l'étude de dangers et de la tierce expertise réalisées pour le site de Crecy-en-Ponthieu, des mesures ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011, notamment l'article 9 ;

Considérant que l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 n'est pas respecté ;

Considérant que la note de calculs de l'exploitant n'est pas exhaustive et que le besoin en eau paraît sous-dimensionné ;

Considérant que le poteau incendie le plus proche du site n'est pas conforme ;

Considérant que lors de l'inspection du 28 juillet 2016, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- le bassin de confinement était en mauvais état,
- le bassin de ressources d'eaux incendies était en mauvais état,
- les deux bassins n'étaient pas facilement accessible ;

Considérant que le site n'a donc à disposition aucune ressource en eau en cas d'incendie ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant que la S.C.A. Calipso exploite à Crecy-en-Ponthieu, des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;

Considérant que ces installations sont susceptibles de générer des effets au-delà des limites de propriété du site ; que l'accidentologie relative à ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant potentiellement des conséquences graves ;

Considérant que ces deux bassins sont des moyens de lutte contre l'incendie et de confinement en cas d'incident et que leur inopérance est susceptible d'aggraver les conséquences d'un incendie ;

Considérant que ces faits sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment à la santé publique ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CALIPSO de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup>

La société CALIPSO dont le siège social est situé 86 boulevard de la République, 80100 Abbeville, est mise en demeure pour son site situé à Crecy-en-Ponthieu de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, en fournissant une note de calculs du besoin en eau en prenant en compte l'ensemble des installations du site, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 2

La société CALIPSO dont le siège social est situé 86 boulevard de la République, 80100 Abbeville, est mise en demeure pour son site situé à Crecy-en-Ponthieu de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011 en mettant en conformité, sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les installations suivantes :

- le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie,
- le bassin de réserve d'eaux incendie,
- l'accès à ces bassins.

## Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ;

## Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

## Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur des installations classées et tous agents qualifiés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CALIPSO.

Amiens, le **15 MAI 2017**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean-Charles GERAY